



© AP/SHUTTERSTOCK

Irak :

les enjeux des hydrocarbures à Bassora

La province de Bassora est le poumon économique de l'Irak, concentrant l'essentiel des réserves et de la production des hydrocarbures du pays, ainsi que les voies logistiques majeures de vente du brut. Elle est d'autant plus vitale que le pétrole et le gaz comptent pour 58 % du PIB, 99 % des exportations et 90 % des revenus de l'État fédéral en 2020. L'économie irakienne est la plus dépendante à cette manne au monde ; ce qui signifie que la sécurité fiscale du pays dépend du prix du pétrole sur le marché mondial.

L'Irak est le prototype de l'État rentier qui repose sur des richesses produites sans création de valeur ajoutée dans le pays et dépendantes de l'étranger pour leur valorisation. Cette structure incite l'État à délaissier d'autres sources de revenus potentielles, à marginaliser le secteur privé et à coopter la paix sociale par la redistribution de la rente. Or, en période de crise sévère, comme l'Irak en a connu au printemps 2020 au moment du double choc pétrolier et sanitaire avec la pandémie de Covid-19, le système rentier révèle ses insuffisances et

se tourne vers un panel de solutions plus ou moins unifiées : l'ouverture démocratique pour apaiser la contestation sociale ; l'aide internationale et l'appel aux investisseurs étrangers ; la modernisation des infrastructures et les mégaprojets. Bassora devient ainsi un pivot de la transition irakienne.

L'Irak possède les plus importantes réserves de pétrole du Moyen-Orient après celles de l'Arabie saoudite (297,5 milliards de barils en 2020, selon la British Petroleum) et de l'Iran (157,8 milliards), avec 145 milliards de barils ; les ressources des blocs encore non exploités de l'ouest du pays sont estimées





Cœur de l'économie pétrolière de l'Irak, Bassora est la deuxième ville du pays après Bagdad, là où l'Euphrate et le Tigre se rejoignent.

© AFP/Hussein Faleh

entre 50 et 100 milliards de barils supplémentaires. La production est de 4,1 millions de barils par jour. Quand l'État irakien adopte une stratégie de reconstruction et de développement s'appuyant quasi entièrement sur la croissance du secteur des hydrocarbures, autant dire qu'il se repose sur Bassora. La province abrite les plus grands champs pétroliers – Roumaïla, West Qurna 1 et 2, Majnoon et Zoubeir, représentant une production de près de 3,5 millions de barils/jour (1) –, et concentre 70 % des réserves de gaz naturel, avec des coûts de production faibles (étant donné la configuration favorable des formations géologiques). On trouve aussi les deux ports majeurs d'Umm Qasr et de Fao en cours de modernisation ; un projet d'oléoduc et gazoduc transnational Bassora-Aqaba (Jordanie), et un autre en discussion, Bassora-Kirkouk-Ceyhan (Turquie) ; des projets d'exploration onshore (blocs Khudher al-Mai, Djebel Sanam, Umm Qasr, Sindbad, Huwaiza, Shihabi, Zurbatia et Naft Khana) et offshore (eaux territoriales irakiennes du golfe Persique). Bassora est centrale dans le projet de croissance de la production pétrolière nationale, avec un objectif officiel de 8 millions de barils/jour en 2027, dans la mesure où celle-ci reposera en grande partie sur un projet de dessalement d'eau de mer à réinjecter dans les puits pétroliers (en vue de maintenir la pression dans les réservoirs). L'exécution de ce « Common

Seawater Supply Project » qui devait être réalisée au début des années 2010 par des compagnies américaines le sera finalement par TotalEnergies dans le cadre de son mégacontrat de 27 milliards de dollars signé en septembre 2021, qui comprend aussi un volet de récupération des gaz associés sur certains sites pétroliers de Bassora, l'exploitation du champ de Ratawi, et un projet solaire de 1 000 mégawatts.

~ Bassora, une place majeure dans l'économie irakienne

Bassora est également au centre du projet gazier irakien. La production irakienne demeure faible au regard de la consommation (10,5 milliards de mètres cubes produits en 2020 et 20,8 milliards consommés), et on estime à 20 milliards de mètres cubes la quantité de gaz torchés (brûlés sur les champs de pétrole). Le gouvernement souhaiterait récupérer la totalité des gaz torchés sur les champs de Bassora d'ici à 2025, en multipliant les projets avec les compagnies internationales, et ainsi mettre un terme à sa dépendance vis-à-vis de l'Iran qui, depuis 2017, livre en moyenne 20 millions de mètres cubes par jour de gaz





naturel utilisé pour faire fonctionner les centrales électriques. Mais si l'accroissement de la production pétrolière et la récupération des gaz torchés vont améliorer la situation socio-économique de Bassora (et de l'Irak), ce sont surtout les grands projets d'infrastructures qui vont transfigurer la province, avec pour modèle de croissance et modernisation rapides celui des émirats de la région. Les projets phares concernent les ports, les terminaux pétroliers, l'édification de *hubs* et de *trade centers*, les connexions entre ports et routes/rail. L'Irak ne dispose que de deux terminaux pétroliers, Al-Basrah Oil Terminal (ABOT, avec une capacité de transfert de 3 millions de barils par jour) et Khawr al-Amiyah Oil Terminal (KAAOT, avec 1 million de barils par jour), situés dans le Golfe, à 50 kilomètres de la péninsule de Fao. Près de 90 % de la production du brut irakien est exportée à travers ces terminaux. Le projet du grand port de Fao, relancé en septembre 2020 par la signature d'un contrat avec l'entreprise sud-coréenne Daewoo (2,8 milliards de dollars), le placera au douzième rang mondial, avec des normes technologiques parmi les plus avancées.

Les conséquences sociopolitiques de la manne

La province de Bassora a historiquement joué un rôle d'ouverture vers le monde, en particulier vers l'Asie. La ville a été

fondée dès le début de l'ère islamique, au VII^e siècle, et est rapidement devenue un grand centre culturel du monde musulman. La géographie humaine de Bassora, cité-monde engendrant un brassage de cultures et de populations, porte encore les traces du passé : une partie des 1,35 millions d'habitants en 2020 (aire métropolitaine) est d'origine perse ou indienne, et, legs de la traite esclavagiste, 10 % sont de descendance africaine. La province et surtout la ville étaient à l'origine peu tribalisées et avaient une configuration citadine à la vie culturelle dense et une économie marchande prospère. Les exodes successifs des tribus des provinces voisines de Maysan et de Dhi-Qar ont changé la donne. Dès le début du XX^e siècle, l'émergence des grands propriétaires terriens, les sécheresses, puis les réformes agraires ont paupérisé les populations paysannes tribales qui ont été contraintes de partir. Et l'essor de l'industrie pétrolière à partir des années 1970 a attiré d'autres générations tribales en quête d'emplois. Les répressions de Saddam Hussein (1979-2003) contre les chiïtes du sud qui se sont soulevés dans les années 1990, puis la chute du régime et le chaos de 2003 ont engendré des vagues d'exode rural que ni la province ni la ville n'ont été en mesure d'absorber. L'absence d'emplois, de structures sociales relais et d'infrastructures publiques a poussé les jeunes issus des tribus vers la criminalité. Notons qu'après la dérouté des troupes de Saddam Hussein au Koweït en 1991 et la défaite de 2003, les tribus ont récupéré de véritables arsenaux, utilisés pour leurs activités illicites ou pour opérer un trafic transfrontalier avec l'Iran.



Des opérateurs de la Basra Gas Company interviennent sur le site de Ben Omar, en décembre 2017.

Le régime de Saddam Hussein se méfiait de la population chiite de la province (représentant 95 % des habitants), au point que le secteur pétrolier était contrôlé par des ingénieurs et des administrateurs venus de Bagdad, formés en Europe et en Russie, ce qui induit que jusqu'à nos jours peu d'experts en hydrocarbures sont originaires de Bassora et qu'une grande partie de la main-d'œuvre spécialisée vient des autres régions (Bagdad, Mossoul, Kirkouk). La province est un grand pourvoyeur d'emplois : environ 33 000 salariés irakiens employés par la compagnie nationale Basra Oil Company dans l'exploitation pétrolière ; 6 000 dans la raffinerie de Bassora ; 6 000 dans le secteur gazier ; 6 000 dans le forage ; 600 dans la maintenance des oléo/gazoducs ; 2 000 dans le transport ; 2 000 dans la distribution ; 500 dans le marketing ; auxquels il faut ajouter 150 000 dans les activités connexes. Ce sont donc près de 250 000 familles (environ 2 millions de personnes), pour une majeure partie vivant à Bassora, qui dépendent des hydrocarbures.

Le secteur est nettement moins politisé, voire idéologisé, que du temps du Saddam Hussein, qui voyait dans le pétrole l'instrument de la souveraineté et de la puissance nationale (et d'un point de vue panarabe, de l'ensemble de la région). Mais, jusqu'à nos jours, conformément à ce qui a été inscrit dans la Constitution de 2005, les hydrocarbures, comme tout produit extrait du sol irakien, sont considérés comme un bien commun national qui ne peut être « bradé » aux compagnies étrangères – en dépit de la volonté d'un certain courant parmi les dirigeants et experts irakiens qui veulent faire des hydrocarbures une « commodity » comme une autre, et ainsi dépolitiser le sujet et permettre une modernisation-rationalisation accélérée du secteur.

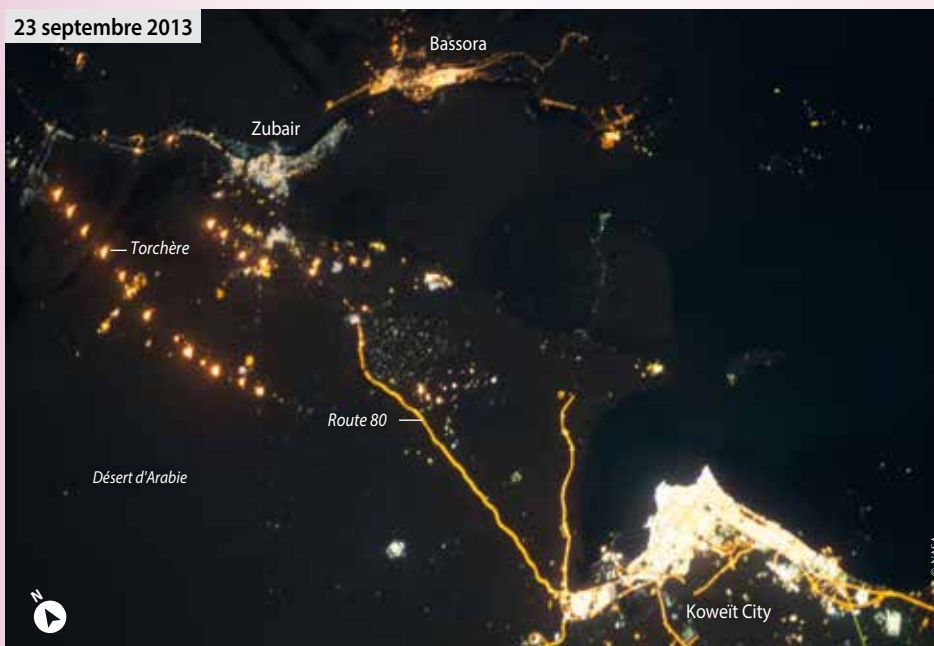
🌀 L'environnement sécuritaire

Bassora n'a jamais été atteinte par les attaques de l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), mais le conflit a eu des répercussions sur la sécurité de la province, y compris concernant l'intégrité des sites de production pétrolière et surtout les voies logistiques, les postes-frontières et les ports. La guerre contre Daech à partir de 2014 a mobilisé les forces de sécurité irakiennes vers le nord et l'ouest du pays, ainsi qu'à Bagdad, délaissant le sud et Bassora. Les éléments criminels, tribaux et

LA POLLUTION DUE AUX HYDROCARBURES

La pratique qui consiste à brûler le gaz issu de l'exploitation pétrolière représente une déperdition de ressources énorme (65 % de la production de gaz se volatilisent ainsi, soit l'équivalent de 195 000 barils de brut par jour). Surtout, elle engendre une catastrophe environnementale et sanitaire à Bassora. Les gaz torchés produisent annuellement 30 millions de tonnes de dioxyde de carbone. Cette pollution, aggravée par les émissions des véhicules et des générateurs électriques particuliers, des complexes pétrochimiques, des raffineries et des sites de production électrique, rend l'air de la province irrespirable et accroît la contamination des sols et de l'eau. Les concentrations de gaz polluants (dioxyde de carbone, oxydes de soufre et d'azote) ne cessent d'augmenter et entraînent de multiples pathologies : asthme, hypertension, cancers... Les experts estiment que cette pollution est un accélérateur du changement climatique dans la région, en particulier parce qu'elle se combine avec d'autres facteurs : l'uranium issu des stocks dégradés d'armes et de munitions (vestiges des différentes guerres) ; le réseau d'évacuation des eaux usées qui est vétuste et n'est plus étanche ; la salinité de l'eau des fleuves et des nappes phréatiques. Face aux enjeux économiques, environnementaux et sociopolitiques, l'État irakien a multiplié les projets pour parvenir à mettre un terme aux gaz torchés, en en appelant notamment à l'aide financière des investisseurs étrangers et de la Banque mondiale.

23 septembre 2013



miliciens, impliqués dans le contrôle social violent de la population et dans les trafics illicites, ont alors pris une importance inquiétante. En plus de subir l'insécurité, la population de Bassora a été confrontée à un manque de services publics, en particulier concernant l'approvisionnement en eau potable et en électricité, et les structures hospitalières – déjà débordées à cause des maladies dues au manque d'eau, notamment le choléra, elles n'ont pas résisté à la vague de Covid-19. Elle a également été témoin de la mainmise des milices sur la vie publique et de la corruption endémique. Il faut noter que si Bassora est la province la plus riche en ressources, le taux de pauvreté y est néanmoins élevé (environ 30 %). Selon la Constitution, elle doit recevoir la moitié des revenus douaniers transfrontaliers et 5 % des revenus du pétrole qui y est produit, mais cela n'a pas toujours été le cas. C'est donc à Bassora que la contestation de la population



Un hélicoptère militaire survole les champs pétroliers stratégiques près de Bassora, en juillet 2020.



© AFP/Almami al-Rubayee

chiite contre les pouvoirs central et provincial dominés par les factions politico-paramilitaires chiites est apparue dès 2011 et qu'est né, en 2019, le Mouvement d'octobre (*Tishreen*). Depuis lors a été enclenché un cycle de manifestations de masse, d'occupation des places et de répression sanglante par les forces de sécurité sous le Premier ministre Adel Abdel-Mahdi (2018-2020), qui a démissionné fin novembre 2019 sous la pression de la rue, et par les milices pro-iraniennes.

Bassora n'a jamais été totalement sous le contrôle sécuritaire de Bagdad depuis 2003, et le recul marqué de l'État fédéral après 2014 s'est traduit par une explosion de la corruption et des trafics. Bassora est la capitale économique du pays, mais également celle du crime organisé. Les acteurs impliqués ne sont pas seulement les mafias, mais aussi les tribus et les factions chiites, en particulier celles dotées d'un bras armé. Ces dernières accumulent le capital par des moyens illégaux : captation des marchés publics (avec leurs membres qui contrôlent certains ministères, certaines commissions et les instances provinciales) ; détournement de biens sociaux ; trafics en tous genres (biens de consommation, médicaments, pétrole, armes, etc.) en particulier à travers la frontière avec l'Iran (2) ; détournement des taxes aux postes-frontières et dans les ports (Umm Qasr est contrôlé par les milices).

Les aspects « zones grises » instaurés dans la vie politique et le secteur public par les factions-milices favorisent le crime organisé : contrebande, vols avec violence, kidnappings contre

rançons, rackets, assassinats... Ce contexte criminel ultra-violent entraîne une dérive des conflits intertribaux vers le recours systématique aux affrontements armés plutôt que la médiation par l'entremise des cheikhs. D'ailleurs, ces derniers sont de plus en plus contournés dans la résolution des conflits par le recours aux chefs des milices. Les liens entre les tribus et les gangs criminels sont complexes. Avant 2003, l'économie informelle de la province de Bassora était entre les mains du crime organisé, toléré par le régime de Saddam Hussein, car il contribuait au contrôle de la rue et aux trafics permettant de contourner l'embargo – les mafieux étaient souvent des ex-militaires et ex-policiers, des marchands déclassés par la crise, et quelques éléments tribaux sunnites. Après 2003, les tribus chiites qui ont migré vers Bassora, essentiellement depuis les marais, se sont adonnées à diverses activités criminelles (trafics, y compris de pétrole, racket, enlèvements). Mais après la prise de contrôle politico-sécuritaire de la province par les milices, les jeunes ont tenté de mener leurs activités en se protégeant des milices par les liens et les modes de sécurisation tribaux (protection armée, vendetta, etc.). C'est ainsi qu'est apparu le phénomène de « gangs tribaux ».

Cependant, au-delà de cette frange criminalisée, une grande partie des tribus de la province a trouvé une source majeure de financement, après la série d'attributions des contrats pétroliers en 2009, sous la forme des « compensations » réclamées auprès de l'État et des compagnies pétrolières (sommés

d'argent, emplois, contrats de sous-traitance). La plupart des compagnies acceptent d'offrir des emplois peu qualifiés à des membres des tribus, essentiellement pour s'assurer qu'elles ne deviennent pas hostiles. La perception tribale est plus subtile : il s'agit pour les clans d'un échange de dons équilibré. La perte de leur jouissance de la terre est compensée par l'emploi d'un grand nombre de leurs membres, mais en plus la tribu offre sa « protection », en l'occurrence un engagement de non-agression et non-nuisance (de type sabotage, enlèvements d'employés, vols de matériel ou blocage des entrées des sites, des routes, etc.). Or, dans les zones où plusieurs tribus s'affrontent pour l'accès aux sources de revenus (c'est particulièrement le cas dans le nord de Bassora, à la frontière avec la province de Dhi-Qar), les compagnies pétrolières et gazières, par le jeu des compensations, se retrouvent impliquées dans les conflits tribaux, et leurs employés risquent d'être victimes d'attaques de représailles ou d'accidents lors d'affrontements armés.

Un hub futur entre Moyen-Orient et Asie ?

Les Basraouis ont coutume de dire que le pétrole est à la fois « le sang et le poison » de la nation. Certains, après la chute de l'ancien régime en 2003, s'étaient pris à rêver d'une paix et d'une prospérité retrouvées qui auraient fait de leur province un « nouveau Dubaï ». Des partis politiques locaux ont même demandé son autonomie. Or l'État irakien, parasité par les factions corrompues, n'a pas été en mesure de sanctuariser ce hub économique et n'a même jamais pu en reprendre totalement le contrôle sécuritaire face aux éléments paramilitaires et criminels.

À Bassora, le partage du pouvoir entre les factions se fait à tous les niveaux : au conseil provincial, aux postes administratifs clés qui gèrent les investissements (et le partage des contrats et des emplois), dans les ports et les points de passage transfrontaliers, et dans tous les secteurs de l'économie informelle. Cela n'a certes pas empêché le développement du secteur pétrolier et gazier, mais avec un surcoût payé par la population basraouie. On parle de centaines de milliards de dollars détournés, et personne n'a encore établi le compte des décès liés à la corruption et à la mauvaise gouvernance (milliers de morts de maladies dues au manque d'eau potable et d'infrastructures hospitalières, à la pollution, notamment celle résultant des gaz torchés ; victimes des conflits intertribaux et des attaques criminelles).

Cependant, une autre logique se dessine, celle qui se cristallise autour des mégaprojets dans le secteur énergétique et celui des infrastructures afférentes, et qui peut devenir une véritable stratégie de développement accéléré et d'intégration de l'économie de Bassora, et de l'Irak, dans l'écosystème régional Golfe-Levant, voire Golfe-Levant-Méditerranée, avec des connexions aussi bien vers l'Asie que vers l'Europe. ■

HOSHAM DAWOD

La richesse énergétique de Bassora n'a pas fait celle des habitants, qui conservent des conditions de vie difficiles et n'hésitent pas à manifester pour en exiger de meilleures (ici, en janvier 2020).



© AFP/Hussein Balah



© AFP/Shutterstock

dattente HD

NOTES

(1) Voici les estimations pour chaque site, en barils par jour pour la production et en milliards de barils pour les réserves. Majnoon : 250 000 et 12,6 milliards ; Roumaïla : 1,55 million et 17 milliards ; West Qurna 1 : 480 000 et 8,7 milliards ; West Qurna 2 : 475 000 et 12,9 milliards ; Zoubeir : 500 000 et 4,5 milliards.

(2) Le pétrole trafiqué par les milices provient peu des champs de Bassora, mais en grande partie de petits sites du nord du pays, comme Qayyarah et Alas. Il est acheminé jusqu'à Bassora et évacué par Umm Qasr ou par des contrebandiers chargeant leurs cargaisons sur de petites embarcations qui sont plus loin transbordées sur des barges puis, à la sortie du Chott al-Arab, sur des tankers.

